

*Questions orales*

Comment le ministre peut-il, en toute conscience, nommer une personne qui a déjà pris position relativement aux questions précises dont l'office est saisi? Pourquoi le ministre n'annule-t-il pas maintenant la recommandation et la nomination?

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je répète encore une fois que la commission d'examen était composée de cinq personnes qui étaient des spécialistes qualifiés dans le secteur des transports. Il s'agit d'une décision unanime et je ne vois rien qui puisse empêcher cette personne compétente de devenir président de l'ONT.

\* \* \*

**LES PAIEMENTS DE TRANSFERT**

**M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

En répondant à une question qui lui a été posée plus tôt, au sujet des problèmes qu'occasionnent au Manitoba les paiements de transfert insuffisants, le ministre a refusé de reconnaître que la croissance réelle des paiements de transfert n'a pas été à la hauteur des problèmes auxquels font face les Manitobains.

Le véritable problème auquel se heurtent les Manitobains, c'est toutefois l'absence d'une stratégie économique permettant de créer des emplois et d'accroître la richesse dans cette province. Voici donc la question que je pose au ministre aujourd'hui: quand le gouvernement commencera-t-il à se pencher sur les problèmes économiques du Manitoba et à engager des fonds pour résoudre les problèmes de pauvreté?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, je répondrai à nouveau à la question et, si d'autres éclaircissements sont nécessaires, je me ferai un plaisir de photocopier la réponse et de l'envoyer au député d'en face.

Le taux de croissance annuel des principaux paiements de transfert au Manitoba a été de 6 p. 100 entre 1984-1985 et 1993-1994. Cette année, les paiements de transfert devraient dépasser 1,9 milliard de dollars, ce qui représente à peu près 40 p. 100 des recettes du gouvernement du Manitoba. Ce montant devrait représenter plus de 1 700 \$ par personne, soit près de 40 p. 100 de plus que la moyenne nationale.

Si le député estime que cela n'est pas juste ni équitable, il voudra peut-être me faire parvenir des précisions sur ce qu'il considère être juste.

**M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, le ministre a délibérément éludé la question, voilà ce qu'il a fait. Or, si toutes ces statistiques sont aussi extraordinaires, si la stratégie est si merveilleuse, pourquoi le taux de pauvreté chez les enfants est-il actuellement le plus élevé de toute l'histoire du Manitoba? Pourquoi tous les groupes se voient-ils refuser du financement? Pourquoi n'y a-t-il personne qui réussisse à relancer l'économie?

C'est parce que le gouvernement ne fait rien, semaine après semaine.

Je pose donc à nouveau la question au gouvernement: quand va-t-il faire quelque chose pour l'économie du Manitoba?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Comme je l'ai dit, le député devrait peut-être adresser sa question au gouvernement du Manitoba. En réalité, nos paiements de transfert à cette province sont de 40 p. 100 supérieurs à la moyenne nationale.

Si le député ne s'opposait pas aussi catégoriquement à certaines mesures, comme le libre-échange et la TPS, qui contribuent à sortir notre économie de la récession, s'il en faisait la promotion au lieu de les critiquer tous les jours, nous assisterions peut-être à un changement d'attitude. Je viens tout juste de rentrer du Manitoba et j'ai constaté que les perspectives économiques s'y améliorent, comme d'un océan à l'autre, du reste. La province mise sur ses exportations. Elle utilise les outils que le gouvernement lui a donnés, et je sais que le ministre des Finances du Manitoba, l'honorable Clayton Manness, est une personne responsable. Il présentera un budget responsable, qui ne s'attaque pas uniquement aux problèmes budgétaires, mais aussi aux problèmes économiques dont le député a parlé.

\* \* \*

• (1445)

**L'ÉCONOMIE TORONTOISE**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Comme partout ailleurs, le plus gros problème qui assaille l'agglomération torontoise est le marasme économique.

Le plus vibrant témoignage de cet état de choses est encore celui de Gerard Kennedy, le directeur de la banque d'alimentation *Daily Bread* de Toronto, qui déclarait en fin de semaine que près de 10 p. 100 de la population de l'agglomération torontoise s'était présenté à la banque et que, parmi ses 162 000 usagers actuels, il y